

COALITION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE du Nouveau-Brunswick, Inc.

Rapport annuel
2010-2011



51, rue Williams, Moncton, Nouveau-Brunswick E1C 2G6
(506) 855-0002
coalitio@nb.sympatico.ca
www.equite-equity.com
Twitter : <http://twitter.com/CoalitionESNB>
Facebook : NB Coalition for Pay Equity - Coalition pour l'équité
salariale du N.-B.

ISSN 2561-8822 (Imprimé)
ISSN 2561-8830 (En ligne)

**COALITION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE
DU NOUVEAU-BRUNSWICK, Inc.**

RAPPORT ANNUEL 2010-2011

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	1
MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE	1
QUI SOMMES-NOUS ?	2
CONSEIL D'ADMINISTRATION	2
BENEVOLES	2
EMPLOYEES	2
PLANIFICATION STRATEGIQUE	3
DOSSIERS.....	3
ENSEMBLE POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE : PREMIÈRE COLLECTE DE FONDS.....	5
COMMUNICATION ET SENSIBILISATION	6
ACTIVITÉS RÉGIONALES ET LOCALES.....	6
NOS PARTENAIRES	9
ÉTATS FINANCIERS	10
MEMBRES	11

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

La Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick a traversé sa pire crise jusqu'ici. Ensemble, nous avons relevé le défi d'assurer son fonctionnement sans financement du gouvernement. Nous y voyons la preuve de l'appui de la population pour notre cause.

Malgré le temps que nous avons dû consacrer à notre survie financière, nous avons réussi à garder l'équité salariale sur la place publique. Nous avons interpellé tous les partis politiques et leur avons demandé d'inclure une loi sur l'équité salariale dans le secteur privé dans leur programme électoral. Nous n'y sommes peut-être pas parvenues avec le Parti progressiste-conservateur ou le Parti libéral, mais il ne faut pas perdre espoir. Rien n'empêche un gouvernement d'adopter une loi même si elle ne fait pas partie de ses promesses électorales, surtout si cette loi vise à éliminer la discrimination salariale !

Plus que jamais, cette année, nous avons tissé de nombreux liens avec d'autres groupes communautaires et syndicaux afin de mettre de l'avant nos valeurs d'équité et de justice, que ce soit avec la Marche mondiale des femmes 2010, le Comité d'équité économique ou d'autres groupes moins formels. Ces partenariats sont essentiels pour continuer à progresser.

Nous continuerons donc nos activités de sensibilisation et nos actions politiques pour une loi pour le secteur privé tout en suivant de près l'évolution de l'équité salariale dans le secteur public et dans les quatre groupes qui ont participé dans des programmes d'équité salariale. D'ailleurs, nous prioriserons l'appui à ces quatre groupes, notamment le personnel des garderies et des agences de soin à domicile qui attendent leurs ajustements depuis 2010.

Une bonne nouvelle pour l'année qui vient : nous avons obtenu du financement de Condition féminine Canada pour un projet de leadership des femmes dans le secteur communautaire. Cela nous permettra de tisser de nouveaux liens avec ce secteur où sont concentrés plusieurs emplois à prédominance féminine et où plusieurs facteurs contribuent à l'iniquité salariale. Cependant, il nous faudra aussi organiser une autre campagne de collecte de fonds si nous voulons poursuivre notre mission, soit revendiquer une loi sur l'équité salariale pour l'ensemble du N.-B. En effet, les fonds obtenus de Condition féminine Canada ne peuvent être utilisés à cette fin.

Soyons solidaires avec les femmes et les hommes qui occupent des emplois à prédominance féminines et prenons les moyens qu'il faut pour les appuyer !

En toute solidarité,

Marilyn MacCormack
Présidente

MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Je relisais mon message de l'an dernier, qui était en fait un message d'adieu, puisque j'étais convaincue que je devrais quitter mon emploi. C'est incroyable ce que nous avons accompli depuis ! Nous avons relevé le défi d'autofinancer notre organisme tout en maintenant une bonne visibilité pour l'équité salariale et en travaillant en partenariat dans divers dossiers qui y sont reliés ! Nous avons certainement vu la force de la conviction de nos membres et la solidarité dont la population et les organismes néo-brunswickois sont capables. Un grand merci !

Johanne Perron
Directrice générale

QUI SOMMES-NOUS ?

La Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick Inc. est un regroupement de personnes et d'organismes qui revendique l'adoption d'une loi sur l'équité salariale dans les secteurs public et privé. L'équité salariale est un salaire égal pour un travail de valeur égale.

CONSEIL D'ADMINISTRATION



De g. à dr: Anne, Gail, Elizabeth C., Jo-Anne (cachée!) Johanne, Marilyn, Huberte, Édith, Roberte, Elizabeth B.

Présidente :	Marilyn MacCormack
Vice-présidente anglophone :	Elizabeth Blaney
Vice-présidente francophone :	Huberte Gautreau
Secrétaire-trésorière :	Rachelle Lanteigne
Représentante Nord-Est :	Édith Brideau
Représentante Kent-Miramichi :	Roberte Léger
Représentante Sud-Est :	Lydia Jaillet
Représentante Centre :	Jo-Anne Elder
Représentante Sud-Ouest :	Gail Taylor
Représentante Nord-Ouest :	Anne Roussel
Représentante autochtone :	Elizabeth Coburn

BÉNÉVOLES

En 2010-2011, la Coalition a fait appel à ses membres comme jamais auparavant, dû au non-refinancement par Condition féminine Canada. De nombreuses personnes ont consacré plusieurs heures de travail bénévole. Nous remercions sincèrement toutes celles qui ont siégé à notre conseil d'administration, à notre premier comité de collecte de fonds, à nos comités permanents et régionaux ainsi que tous nos membres qui ont contribué à faire la promotion d'une loi sur l'équité salariale. Nous remercions aussi toutes les personnes qui nous ont fourni de précieux conseils et un soutien technique.

EMPLOYÉES

Directrice générale :	Johanne Perron
Coordonnatrice de projet :	Rachel Arsenault (jusqu'à la fin avril 2010)
Agente de communication :	Emmanuelle Chapados (jusqu'à la fin avril 2010)
Agente de développement :	Gabrielle Ross-Marquette (été, projet étudiant)

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

La Coalition a revu ses orientations stratégiques :

- Surveiller l'application de la loi sur l'équité salariale en partenariat avec les syndicats.
- Surveiller l'application des programmes d'équité salariale avec les quatre groupes en 2011-2012 avec les groupes organisés dans ces secteurs; tenter d'obtenir des programmes d'équité salariale pour les foyers de soins spécialisés et d'autres groupes les années suivantes; contrer le discours sur le déficit.
- Donner de la direction et de l'appui à nos comités régionaux et en créer de nouveaux dans différentes régions.
- Préparer une autre "ronde" de collecte de fonds et chercher de nouvelles sources de financement.
- Continuer à souligner le besoin d'une loi pour le secteur privé.

DOSSIERS

Loi de 2009 sur l'équité salariale

Nous suivons l'implantation de la *Loi de 2009 sur l'équité salariale* et des règlements qui la précisent depuis leur entrée en vigueur le 1^{er} avril 2010. Les règlements sur le maintien restent à être adoptés. Encore une fois, nous avons bénéficié d'aide experte pour préparer un document proposant un cadre pour les règlements et l'avons présenté aux fonctionnaires responsables.

Marche mondiale des femmes 2010



La Coalition a participé activement avec d'autres groupes de femmes au comité organisateur de la Marche mondiale des femmes 2010. À la mi-octobre, plus de 250 femmes et hommes du Nouveau-Brunswick se sont rendus à Fredericton pour célébrer les victoires depuis la Marche mondiale des femmes 2000 et pour discuter des prochaines étapes vers l'égalité. Une loi sur l'équité salariale dans le secteur privé fait partie des objectifs visés pour les prochaines années. Le rapport complet devrait être diffusé sous peu.

Groupes offrant des services au gouvernement

Le dernier gouvernement devait annoncer les résultats des processus d'équité salariale dans les secteurs des garderies et des soins à domicile en 2010 et débiter les paiements dès 2010-2011. Malheureusement, il ne l'a pas fait. La nouvelle ministre responsable de la Condition de la femme vient de dire que le personnel de ces secteurs devra attendre que les processus d'équité salariale soient terminés dans les résidences communautaires et les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence avant de commencer à recevoir leurs ajustements. La Coalition a débuté des pressions sur le gouvernement afin d'accélérer le processus, en collaboration avec des intervenantes et intervenants dans les secteurs des garderies et des soins à domicile.

Élections provinciales et loi pour le secteur privé

La Coalition n'a pas manqué une occasion de demander aux partis politiques de prendre position en faveur d'une loi sur l'équité salariale pendant les mois précédant les élections provinciales.

Entre autres, sept groupes de femmes du N.-B. ont participé à une conférence de presse conjointe avec la Coalition en appui pour une loi dans le secteur privé : le Collectif des femmes du Nouveau-Brunswick, le Comité des femmes de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Nouveau-Brunswick, la Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières professionnelles et commerciales (BPW), la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités, la Fédération des femmes acadiennes et francophones du Nouveau-Brunswick, l'Institut féminin du Nouveau-Brunswick et le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick.



Avant et pendant la campagne électorale provinciale de septembre 2010, les comités régionaux de Fredericton, Moncton et Saint-Jean ont invité les candidats et candidates à discuter d'équité salariale avec les membres de leur région. Les politiciennes et politiciens ont participé en grand nombre.



Seuls le Nouveau Parti Démocratique et le Parti Vert ont promis une loi pour le secteur privé. Le Parti libéral a promis qu'il mettrait en place des programmes d'équité salariale dans de nouveaux secteurs qui offrent des services mandatés par le gouvernement et le Parti progressiste-conservateur a affirmé qu'il améliorerait les salaires dans des domaines où plusieurs emplois sont à prédominance féminine sans toutefois parler d'équité salariale.

Économie et budget provincial

Plusieurs membres de la Coalition ont participé aux consultations pré-budgétaires pour faire valoir l'apport de l'équité salariale à l'économie. La Coalition a participé activement au Groupe de travail du Nouveau-Brunswick sur l'équité économique. Le groupe de travail visait à proposer des alternatives aux coupures budgétaires pour retrouver l'équilibre fiscal tout en favorisant le plus d'équité possible, incluant une meilleure capacité d'assurer l'équité salariale. Le Comité a organisé le forum « C'est aussi notre économie ! » où des économistes et intervenantes ont été invités à présenter leur vision de la situation économique du Nouveau-Brunswick et des choix possibles. Il a aussi organisé deux conférences en collaboration avec le Conseil consultatif sur la condition de la femme avec deux économistes qui ont analysé le plan de réduction des impôts introduit par le dernier gouvernement provincial en 2009-2010. Le Comité a ensuite rédigé un mémoire qu'il a diffusé lors d'une conférence de presse.

Conseil consultatif sur la condition de la femme au N.-B.



L'abolition du Conseil consultatif sur la condition de la femme au N.-B. a certainement été une grande perte pour la Coalition pour l'équité salariale. Au cours des années, le Conseil consultatif s'est avéré un allié important. Il a fait de la recherche, a diffusé de l'information pertinente sur l'équité salariale et a organisé des activités de sensibilisation et d'éducation avec la Coalition à l'occasion. La Coalition a donc joint sa voix à celle d'autres organismes et syndicats de la province pour demander à la ministre responsable de la Condition de la femme de revoir sa décision.

ENSEMBLE POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE : PREMIÈRE COLLECTE DE FONDS

Co-présidentes : Marie-Linda Lord et Ginette Petitpas-Taylor. **Membres du comité :** Chantal Abord-Hugon, Elizabeth Blaney, Lydia Jaillet, Rachel LeBlanc, Denise Savoie et Johanne Perron.

Ensemble pour l'équité salariale!



Célébrons notre premier comité de collecte de fonds! Sous le thème « Ensemble pour l'équité salariale », il a réussi, avec l'aide de nos comités régionaux et autres membres dévouées à amasser un total de 77,000 \$. Individus, communautés religieuses, syndicats et organismes ont généreusement contribué à la campagne.

COMMUNICATION ET SENSIBILISATION

Communication

Pendant l'année fiscale 2010-2011, la Coalition a émis 13 communiqués de presse (dont deux conjointement avec d'autres organismes) et quatre lettres à l'éditeur. La Coalition pour l'équité salariale et/ou l'équité salariale ont fait l'objet d'au moins 200 mentions dans les médias, comparativement à 230 en 2009-2010, 185 en 2008-2009 et 175 en 2007-2008. L'équité salariale a été abordée de divers angles : Journée internationale de la femme, coupure du financement de Condition féminine Canada, élections provinciales, équité salariale au niveau fédéral, crise économique, campagne de collecte de fonds, Marche mondiale des femmes 2010, budget provincial 2011 ainsi que l'équité salariale dans les garderies, les soins à domicile, les résidences communautaires et les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale.

Cette année nous avons créé une page Facebook tout en continuant à « twitter » ! Pendant l'année fiscale 2010-2011, notre site Internet a reçu plus de visiteurs que l'année précédente, soit une moyenne de 620 visiteurs uniques par mois. Dû au manque de ressources, nous n'avons pas publié de bulletin d'information l'an dernier. Cependant, nous avons communiqué avec nos membres par courriel sur une base régulière.

Exposés

Malgré les coupures subies, la Coalition a réussi à offrir 16 exposés (soit 9 de moins que l'an passé) qui ont rejoint 960, dont environ 10% avaient moins de 35 ans. Cela a été possible grâce aux bénévoles qui ont offert 9 des 16 exposés. Remercions les bénévoles qui ont offert des exposés : Marilyn MacCormack, Huberte Gautreau, Gail Taylor, Roberte Léger, Elizabeth Blaney et Jo-Anne Elder.

ACTIVITÉS RÉGIONALES ET LOCALES

Autochtone

Membre active : Elizabeth Coburn

Activités:

- Participation à plusieurs événements avec le gouvernement et les membres de l'Assemblée législative où elle rappelle les besoins des femmes qui n'ont pas de voix.
- Promotion de l'équité salariale lorsque l'occasion se présente au sein d'autres organismes comme INCA, le *Fredericton Native Friendship Centre*, le Conseil multiculturel du N.-B. et la *Asian Society* ainsi qu'auprès des Chefs du N.-B.

Fredericton

Présidente du comité : Jo-Anne Elder.

Membres : Elizabeth Blaney, Liz Coburn, Michelle Lafrance, Tracy Glynn, Joan McFarland, Maureen Michaud, Vallie Stearns, Janet Stoppard

Activités :

- Nous avons eu trois rencontres en personne (le 2 septembre 2010, 7 octobre 2010 et le 7 février 2011); nous avons organisé d'autres activités par courriel.
- En préparation pour les élections provinciales, nous avons invité tous les candidats et candidates avec un petit déjeuner, le jeudi 16 septembre. Onze candidats (sur 33 possibles) de Fredericton et des environs y ont assisté, avec une représentation de tous les partis, sauf l'APNB. Catherine Harrop de CBC a animé le débat, qui a été très vigoureux. Il y avait environ 30 personnes du public et nous avons obtenu une certaine couverture médiatique.
- Certains membres ont assisté à la représentation de la pièce de la Coalition : ' On travaille pas pour des pinottes '
- Plusieurs membres ont participé à la Marche mondiale des femmes, le 22 Octobre 2010.
- Jo-Anne a envoyé des lettres aux donateurs potentiels au cours de la campagne de financement de la Coalition à l'automne 2010.
- Jo-Anne a donné un exposé sur la Coalition à environ 40 étudiants et étudiantes de l'Université St-Thomas, en janvier 2011.
- Nous avons organisé un brunch pour la Journée de la femme au ' Renaissance College' le 6 Mars 6 2011; Tracy était responsable des communications et Jo-Anne animait et a donné une mise à jour sur les activités de la Coalition; plusieurs membres du comité ont assisté.
- Plusieurs membres ont assisté à la projection du film 'Made in Dagenham' à UNB le 28 Mars 2011. Jo-Anne et Elizabeth B. ont installé un kiosque de la Coalition dans le couloir et ont répondu à plusieurs questions sur la Coalition et l'abolition récente du Conseil consultatif sur la Condition de la femme du NB.
- Plusieurs membres ont été impliquées dans les protestations contre l'élimination du financement de la Condition de la femme du NB.
- Tout au long de l'année, et en particulier avant et immédiatement après les élections provinciales et fédérales, plusieurs tentatives pour visiter les candidats, députés provinciaux et fédéraux ont été faites; quelques-uns des politiciens et politiciennes contactés ont répondu à nos demandes de réunions. De toute évidence, nous avons des défis à surmonter.

Grand Moncton

Présidente du comité : Denise M. Savoie.

Membres : Huberte Gautreau, Charline Vautour, Lydia Jaillet, Estelle Lanteigne.

Activités :

- Le comité a organisé une rencontre avec les candidates du sud du Nouveau-Brunswick, étant donné le nombre important de femmes qui se présentaient aux élections provinciales. La population et les médias de poser des questions aux candidates.
- Le comité de Moncton a participé activement au lancement de notre campagne de collecte de fonds.
- Présentation de notre campagne de collecte de fonds à l'Association des techniciens/techniciennes de l'Université de Moncton (ATTUM).
- Pendant deux jours, nous avons une table d'information lors de la présentation du film *Made in Dagenham* qui a eu lieu à Moncton.
- Rencontre avec la ministre de la Justice et députée de Moncton-Nord, Marie-Claude Blais, et des membres de sa circonscription pour discuter de l'équité salariale et du Conseil consultatif sur la condition de la femme.

Kent

Membre active : Roberte Léger

Activités :

- Demande de don dans le cadre de la collecte de fonds dans la région de Kent
- Contact des députés de la région suite à l'abolition du Conseil consultatif sur la condition de la femme au N.-B.
- Réseautage en vue de former un nouveau comité régional.

Madawaska

Membres : Louise Guerrette, Nicole Lang, Denyse Mazerolle, Sylvie Morin, Anne Roussel, Suzanne Martin.

Activités :

- En octobre 2010, nous avons activement participé à la marche des femmes à Fredericton soulignant le 10e anniversaire de la marche mondiale des femmes.
- En février 2011, nous avons participé aux réunions pré-budgétaires du Ministre Higgs.
- En avril 2011, nous avons rencontré la Ministre Madeleine Dubé et Norma Dubé pour témoigner notre mécontentement à l'abolition du Conseil consultatif sur la condition de la femme au N.-B.

Saint-Jean

Présidente du comité : Gail Taylor.

Membres : Ann Barrett, Lee Chalmers, Tammy Garnett, Dawn LeBlanc, Marcia Kirkwood, Rev. Don Uhryniw; nouvelle membre, Wendy Cory

Activités:

- Juin 2010- Résolution sur l'équité salariale adoptée par le Conseil municipal de Saint-Jean.
- Juillet 2010- Aide à des étudiantes du cours de philosophie éthique des affaires de UNBSJ qui préparaient une présentation sur l'équité salariale.
- Août 2010- Petit déjeuner des candidates et candidats en présence de 40 personnes : 15 candidats de 5 partis politiques provinciaux ont participé, plus un député indépendant ainsi que des représentantes et représentants de la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités de Saint John, Sœurs de la Charité, des membres de la Centenary Queen Square United Church, section locale 813 du SCFP, Conseil consultatif sur la condition des femmes, des étudiants et des professeurs de UNBSJ, des membres de groupes religieux et de militants pour la justice sociale, les membres du Comité régional et Elizabeth Blaney anglophones vice-présidente.
- Août 2010- Travail avec les Sœurs de la Charité sur une lettre à la ministre Rona Ambrose concernant l'élimination du financement de Condition féminine Canada.
- Septembre 2010- Le Telegraph Journal a publié le commentaire de Gail Taylor, "Pay Equity Means Fairness for All" en réponse à une chronique de Fellows.
- Automne 2010-partie de l'hiver 2011- Les membres du comité régional ont fait un appel de suivi et des réunions dans le cadre de la campagne de collecte de fonds.
- Janvier 2011- Présentation aux consultations pré-budgétaires, à Saint John
- Mars 2011 - Premier rassemblement pour la Journée internationale de la femme, au Taco Pica workers' co-op restaurant, réseautage avec des membres de la Fédération du travail du NB,

PRUDE (Pride of Race, Unity, Dignity, and education), le SCFP, le CCNB Human Services students, 5 membres du comité régional.

- Avril 2011- 2 membres du comité ont participé à une protestation silencieuse au Saint Johan Chateau suite à l'abolition du Conseil consultatif sur la condition de la femme du NB ; lettres à l'éditeur, ministre Blaney, ministre de Higgs, et le premier ministre; appui aux partenaires à écrire des lettres (Centenary Queen Square United Church) ; Gail Taylor a assisté à l'Assemblée législative lorsque les libéraux ont apporté la motion visant à rétablir le CCCF, a écrit à PAR-L et participé à des réunions.
- Printemps/ En cours - Organisation de réunions avec les députées et députés provinciaux.
- Réunions de comité - juin, août, octobre 2010 (réunions additionnelles pour organiser des événements spéciaux); février, avril, juin 2011.

NOS PARTENAIRES

Nous tenons à remercier nos partenaires dans l'action :

- Association acadienne et francophone des aînées et aînés du N.-B.
- Association de soutien à domicile Nouveau-Brunswick
- Coalition des services de garde à l'enfance du Nouveau-Brunswick
- Collectif des femmes du Nouveau-Brunswick
- Congrès du travail du Canada, région de l'Atlantique
- Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick
- Conseil du travail de Moncton et région
- Fédération canadienne des Clubs de femmes de carrières professionnelles et commerciales
- Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
- Fédération des femmes acadiennes et francophones du Nouveau-Brunswick
- Fédération des travailleuses et des travailleurs du Nouveau-Brunswick
- Fredericton Anti-Poverty Organization
- Institut féminin du Nouveau-Brunswick
- Syndicat canadien de la fonction publique
- Syndicat des employés des secteurs public et privé du Nouveau-Brunswick
- Syndicats des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick

La Coalition fait partie de trois regroupements provinciaux où elle a été active : le Front commun pour la justice sociale, le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick et la Société Femmes Équité Atlantique.

Front commun pour la justice sociale

L'une des quatre priorités du Front commun pour la justice sociale (FCJS) est l'extension de la loi sur l'équité salariale aux personnes qui travaillent dans le secteur privé. Ses activités durant la dernière année incluent :

- Analyse du Plan de réduction de la pauvreté du N.-B., soulignant surtout les aspects défavorisant les personnes vivant en situation de pauvreté, et là où les femmes sont plus nombreuses que les hommes; présentations d'arguments au Sous-ministre du Développement social et aux coprésidents de la Corporation d'inclusion économique et sociale;
- Étude du coût des aliments réalisée dans 12 magasins d'alimentation du N.-B. à l'été 2010. Les données ont démontré que les prix avaient augmenté de 21 % en quatre ans, ce qui justifie une demande d'un supplément de solidarité de 50 \$ aux ménages dépendant de l'aide sociale;
- Tenue du 3^e Sommet sur la pauvreté en octobre 2010 centré autour du thème « La pauvreté – une violation des droits humains »;
- Mémoire présenté à la Commission du salaire minimum en mars 2011 axé sur l'importance d'augmenter le salaire minimum et d'en avoir qu'un seul, évitant ainsi de pénaliser les personnes recevant des pourboires. Les femmes travaillant dans des métiers où il y a des pourboires gagnent seulement environ 9 000 \$ par ans et ne devraient pas être payées moins.

Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick

Actions majeures réalisées par le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick :

- Sensibilisé les organismes communautaires acadiens à tenir compte des besoins et réalités des femmes francophones du N.-B. dans la planification et réalisation de leurs activités, dont deux projets pilotes de mise en œuvre de l'analyse inclusive selon le genre réalisés dans le cadre de partenariats avec la Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick et la Stratégie jeunesse du Nouveau-Brunswick. Ces deux organismes sont parmi les premiers organismes communautaires œuvrant en sol canadien à mettre en œuvre l'analyse inclusive selon le genre.
- Sensibilisé le gouvernement provincial à tenir compte des besoins des femmes dans l'élaboration des politiques publiques et, plus spécifiquement, dans le processus budgétaire.
- Activement pris part à la mobilisation contre l'abolition du Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick.
- Réalisé un projet sur la représentation des femmes dans les médias acadiens. Dans le cadre de ce projet, nous avons réalisé une analyse de la presse écrite provinciale francophone et trouvé que les femmes ne représentaient que 25 % des intervenants recensés dans la couverture d'actualité de L'Acadie Nouvelle et 24 % dans la couverture d'actualité du cahier provincial de L'Étoile. De plus, les femmes sont sous-représentées dans presque tous les domaines d'actualité, incluant les domaines où elles sont en réalité majoritaires, tels que la santé, l'éducation, le domaine communautaire et les arts et la culture. (Version intégrale du rapport disponible sur le site rfnb.ca.)

Société Femmes Équité Atlantique

Créée en 2004, la Société Femmes Équité Atlantique (SFÉA) est composée de femmes représentantes d'organismes porteurs de dossiers féminins et de femmes leaders des quatre provinces de l'Atlantique. Elle vise à accroître l'efficacité des femmes acadiennes et francophones des provinces atlantiques qui cherchent à trouver des solutions à l'iniquité socio-économique.

- Nouveau site Internet : www.featl.ca
- Incorporation de la Société Femmes Équité Atlantique (SFEA) et adoption des Statuts et règlements en 2010.
- Distribution de 12,000 exemplaires du Guide-ressource pour filles et jeunes femmes au Nouveau-Brunswick, réalisé l'an dernier par la SFÉA
- Le Comité de suivi du Forum intergénérationnel « La Rencontre des générations » a développé de nouveaux axes stratégiques.
- En cours : Analyse externe du modèle de mentorat intergénérationnel du volet V de FEA / *la Rencontre des générations* avec le département de travail social de l'UQAM, Université du Québec à Montréal sous la supervision de la chercheuse principale Elizabeth Harper.
- Présentation le 7 juillet prochain lors de la conférence Monde des femmes 2011 à Ottawa, sur les défis de partenariats des femmes acadiennes et francophones vivant en milieu minoritaire.

ÉTATS FINANCIERS

Puisque nos dépenses n'atteignaient pas 100 000 \$, les états financiers de 2010-2011 ont été révisés par un comité nommé lors de la dernière AGA et composé de Chantal Abord-Hugon, Roberte Léger et Denise Savoie. Au 28 février 2011, le montant en banque était de 32 257 \$.

En date du 31 mai 2011, la Coalition comptait un total d'environ 700 membres individuel.le.s et 81 organismes membres. Nos membres organisationnels sont :

1. Alliance étudiante du N.-B.
2. Annabel Gay Women's Institute
3. Association acadienne des artistes professionnel.le.s du Nouveau-Brunswick
4. Association acadienne et francophone des aînées et aînés du Nouveau-Brunswick
5. Association de soutien à domicile Nouveau-Brunswick
6. Association des bibliothécaires, professeures et professeurs de l'Université de Moncton
7. Association des bibliothécaires, professeures et professeurs retraités de l'Université de Moncton
8. Association des employés de l'Université de Moncton
9. Association des travailleurs sociaux du Nouveau-Brunswick
10. Association francophone des établissements de soins spéciaux du Nouveau-Brunswick.
11. Association des juristes d'expression française du Nouveau-Brunswick
12. Association du personnel administratif et professionnel de l'Université de Moncton
13. Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick
14. Association francophone des parents du Nouveau-Brunswick
15. Association of University of New Brunswick Teachers
16. Association pour l'intégration communautaire (Grand-Sault)
17. Atelier des Copains Co-op Ltée
18. Ateliers Hirondelles
19. Bakery, Confectionary and Tobacco Workers and Grain Millers International Union, local 406
20. Carrefour pour femmes
21. Centenary Queen Square United Church
22. Centre d'urgence pour femmes de la Miramichi Inc.
23. Coalition des services de garde à l'enfance du Nouveau-Brunswick
24. Coalition of Concerned Citizens, Unions and Business
25. Congrès du travail du Canada
26. Conseil des syndicats des foyers de soin du Nouveau-Brunswick
27. Conseil du travail de Bathurst et région
28. Conseil du travail de Fredericton et région
29. Conseil du travail de la Péninsule acadienne
30. Conseil du travail de Miramichi et région
31. Conseil du travail de Moncton et région
32. Conseil du travail de Restigouche et région
33. Conseil du travail de Saint-Jean et région
34. Conseil du travail d'Edmundston et région
35. Dames d'Acadie de Dieppe
36. Dames d'Acadie de Moncton
37. Éclosion Inc.
38. Fédération canadienne des femmes diplômées des universités - Fredericton
39. Fédération canadienne des femmes diplômées des universités - Kent
40. Fédération canadienne des femmes diplômées des universités - Moncton
41. Fédération canadienne des femmes diplômées des universités - Saint John
42. Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick
43. Fédération des enseignants du Nouveau-Brunswick
44. Fédération des étudiants et étudiantes de Centre universitaire de Moncton
45. Fédération des femmes acadiennes et francophones du Nouveau-Brunswick
46. Fédération des travailleurs et des travailleuses du Nouveau-Brunswick
47. Femmes acadiennes et francophones de Caraquet
48. Femmes acadiennes et francophones de Bertrand
49. Femmes acadiennes et francophones de Bouctouche
50. Femmes acadiennes et francophones de Cocagne
51. Femmes acadiennes et francophones de Lamèque
52. Femmes acadiennes et francophones de Shippagan
53. Front commun pour la justice sociale
54. Homeless Women's Shelter Service Inc.
55. Institut féminin de Grande-Digue
56. Institut féminin de Rivière du Portage
57. Maison de passage
58. Moncton Regional Learning Council
59. NB Rebelles-Fredericton
60. New Brunswick Voices of Women for Peace
61. Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick
62. Services à la famille Népisiguit
63. SERFNB- Cercle Alcide-F.-Leblanc
64. Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick
65. Société des enseignantes et enseignants retraités francophones du Nouveau-Brunswick
66. Stimulation à l'enfance
67. Support aux parents uniques
68. Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier
69. Syndicat canadien de la fonction publique, Bureau régional des Maritimes
70. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2116
71. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 813
72. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1159
73. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2745-3
74. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4598
75. Syndicat canadien de la fonction publique du Nouveau-Brunswick
76. Syndicat canadien des travailleuses et travailleurs des postes
77. Syndicat des employés des secteurs public et privé du Nouveau-Brunswick
78. Syndicat des infirmières et des infirmiers du N.-B.
79. Union des municipalités du Nouveau-Brunswick
80. Urban Core Support Network
81. YWCA de Moncton

